A°. 1916.  N°. 48.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 29sten November 1916, No. 936, bevelende de plaatsing in het* Publicatieblad *van het Koninklijk besluit van den 29sten Juli 1916* (Staatsblad N°. 365), *bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van het op 7 Maart 1914 te* 's-Gravenhage *tusschen* Nederland *en* Guatemala *gesloten verdrag, regelende de toelating van consulaire ambtenaren van genoemde Republiek in de Nederlandsche koloniën en overzeesche bezittingen.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de ministerieele missive van 21 September 1916, Afd. A³, N°. 33/323, houdende opdracht tot bekendmaking van het op 7 Maart 1914 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Guatemala* gesloten verdrag, regelende de toelating van consulaire ambtenaren van genoemde Republiek in de Nederlandsche koloniën en overzeesche bezittingen;

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat het Koninklijk besluit van den 29sten Juli 1916 (*Staatsblad* N°. 365), bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 7 Maart 1914 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Guatemala* gesloten verdrag, regelende de toelating van consulaire ambtenaren van genoemde Republiek in de Nederlandsche koloniën en overzeesche bezittingen, nevens afschrift dezer beschikking, in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,
NUYENS.

Uitgegeven den 7n. December 1916.
De Gouvernements-Secretaris a. i.,
BOOMGAART.

BESLUIT *van den 29sten Juli 1916, bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van het op 7 Maart 1914 te* 's-Gravenhage *tusschen* Nederland *en* Guatemala *gesloten verdrag, regelende de toelating van consulaire ambtenaren van genoemde Republiek in de Nederlandsche koloniën en overzeesche bezittingen.*

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 7 Maart 1914 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Guatemala* gesloten verdrag, regelende de toelating van consulaire ambtenaren van genoemde Republiek in de Nederlandsche koloniën en overzeesche bezittingen, van welk verdrag een afdruk met vertaling bij dit besluit is gevoegd;

Overwegende dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging op 26 Juni 1916 heeft plaats gehad;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 26sten Juli 1916, nº 31762, Directie van het Protocol;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Voorzegd verdrag en de vertaling daarvan te doen bekend maken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 29sten Juli 1916.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. LOUDON.

Uitgegeven den *achtsten* Augustus 1916.

De Minister van Justitie,

B. ORT.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Guatémala et assurer aux relations de commerce établies entre les deux nations le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement du Guatémala, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires du Guatémala dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une convention spéciale, déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans les dites colonies.

A cet effet Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a nommé le Jonkheer J. Loudon, Son Ministre des Affaires Etrangères,

et Son Excellence le Président de la République du Guatémala Monsieur José Maria Lardizabal, Chargé d'Affaires de la République près le Gouvernement des Pays-Bas,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Guatémala seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

Article 2.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Guatémala seront considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port de la colonie indiqué dans leur commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de cette colonie, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercise de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouverneur de la colonie, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercise de leurs fonctions.

Le Gouvernement se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur pays, avec la légende: ,,Consulat-Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire du Guatémala''.

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement Néerlandais que par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité à La Haye.

En cas d'urgence les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront recourir directement au Gouverneur de la possession ou de la colonie, prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de ce munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les colonies et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la colonie d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires du Guatémala naufragés sur les côtes d'une des colonies néerlandaises seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Guatémala.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires du Guatémala, marchands ou de guerre, pour

autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit, ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la requisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire de la même nation. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal colonial ou métropolitain, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un sujet du Guatémala vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises, chargées d'après les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Guatémala seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élévés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la colonie ne pourront

à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage, ne s'y trouvent mêlées.

Article 12.

Pour autant qu'au Guatémala les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Guatémala, qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Guatémala jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90ème jour après l'échange des ratifications.
A moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.
En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Faite, en double exemplaire, à La Haye, le 7 mars 1914.

(*L. S.*) J. Loudon.
(*L. S.*) José M. Lardizabal.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, wenschende, eensdeels, de tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Guatemala bestaande vriendschapsbanden hechter te maken en aan de tusschen beide volken gevestigde handelsbetrekkingen de meest mogelijke uitbreiding te verzekeren,— en anderdeels daarbij tevens genegen om aan het door de Regeering van Guatemala te kennen gegeven verlangen te voldoen, heeft toegestemd in het toelaten van consulaire ambtenaren van Guatemala in de voornaamste havens der Nederlandsche koloniën, onder voorbehoud evenwel deze vergunning te regelen bij een bijzonder verdrag, waarbij de rechten, verplichtingen en vrijdommen dier consulaire ambtenaren in de gezegde koloniën duidelijk en nauwkeurig worden omschreven.

Te dien einde heeft Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden benoemd Jonkheer J. Loudon, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken,

en Zijne Excellentie de President der Republiek Guatemala den Heer José Maria Lardizabal, Zaakgelastigde der Republiek bij de Nederlandsche Regeering,

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Er worden Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Guatemala toegelaten in al de havens van de overzeesche bezittingen of koloniën der Nederlanden, welke open zijn voor de schepen van alle landen.

Artikel 2.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Guatemala worden beschouwd als handelsagenten ter bescherming van den handel hunner landgenooten in

hun consulair ressort. Zij houden verblijf in de haven der kolonie in hunne commissie genoemd en zijn onderworpen zoowel aan de burgerlijke als aan de strafwetten dier kolonie, behoudens de uitzonderingen, die dit verdrag te hunnen gunste vaststelt.

Artikel 3.

Alvorens tot de uitoefening hunner werkzaamheden te worden toegelaten en het genot te hebben van de vrijdommen, die daaraan verbonden zijn, moeten de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten aan de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eene commissie overleggen, houdende aanwijzing van hun consulair ressort en van hun standplaats.

Zoodra het exequatur medeonderteekend is door den Gouverneur der kolonie, hebben de genoemde consulaire ambtenaren van allen rang recht op de bescherming der Regeering en op den bijstand der plaatselijke overheid ter verzekering van de vrije uitoefening van hunne werkzaamheden.

De Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor het exequatur in te trekken of het te doen intrekken door den Gouverneur der kolonie, met opgave der redenen van dien maatregel.

Artikel 4.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten zijn bevoegd boven de buitendeur hunner woning een schild te plaatsen met het wapen van hunne Regeering, voorzien van het opschrift: Consulaat-Generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van Guatemala.

Het is wel te verstaan dat dit uitwendig teeken nooit zal kunnen worden beschouwd als gevende recht van asyl, noch als kunnende de woning en hare bewoners onttrekken aan de vervolging der plaatselijke justitie.

Artikel 5.

Het staat echter vast, dat de archieven en bescheiden betreffende de consulaire zaken tegen elk onderzoek beschermd zijn, en dat geen overheid of ambtenaar die op eenigerlei wijze of onder eenig voorwendsel zal kunnen onderzoeken, in beslagnemen of inzage er van nemen.

Artikel 6.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten hebben geenerlei diplomatiek karakter.

Geene aanvrage kan tot de Nederlandsche Regeering worden gericht anders dan door tusschenkomst van den diplomatieken agent te 's-Gravenhage gevestigd.

In spoedeischende gevallen kunnen de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten zich rechtstreeks wenden tot den Gouverneur der bezitting of kolonie, met aantooning van het spoedeischende der zaak en met uiteenzetting der redenen waarom de aanvrage niet kan worden gedaan aan de ondergeschikte overheden, of aantoonende dat vroegere tot die overheden gerichte aanvragen zonder gevolg zijn gebleven.

Artikel 7.

Het door de consulaire ambtenaren afgegeven of voor gezien geteekend paspoort ontslaat den houder geenszins van de verplichting om zich te voorzien van alle de stukken, door de wetten of plaatselijke reglementen tot het reizen of zich vestigen in de koloniën gevorderd, en laat onverkort het recht, dat het Gouvernement der kolonie bezit, om er het verblijf te ontzeggen aan, of er de verwijdering te gelasten van den persoon in het bezit van een paspoort.

Artikel 8.

Alle verrichtingen tot redding van schepen van Guatemala welke schipbreuk geleden hebben op de kust van eene der Nederlandsche koloniën, worden bestuurd door de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of consulaire ambtenaren van Guatemala.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden geschiedt alleen om de orde te handhaven, om te waken voor de belangen der bergers, indien zij niet tot de bemanning der verongelukte schepen behooren, en om de uitvoering te verzekeren van de bepalingen, welke bij den in- en uitvoer van de geredde goederen nageleefd moeten worden.

Bij afwezigheid en tot aankomst van de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulare Agenten, moeten de plaatselijke overheden overigens alle noodige maatregelen nemen

voor de bescherming der personen en tot behoud der goederen van het verongelukte schip.

Daarenboven is overeengekomen dat van de geredde goederen geenerlei in- en uitgaande rechten verschuldigd zijn, tenzij zij tot het binnenlandsch verbruik worden toegelaten.

Artikel 9.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten kunnen de hulp inroepen van de plaatselijke overheden voor het aanhouden, gevangennemen en in verzekerde bewaring houden van deserteurs van koopvaardij of oorlogsschepen van Guatemala, voor zoover de uitlevering van deserteurs van bedoelde schepen bij verdrag is bedongen.

Te dien einde wenden zij zich schriftelijk tot de bevoegde ambtenaren en indien door het scheepsregister, de monsterrol of elk ander autenthiek stuk het bewijs geleverd wordt, dat de opgeëischte personen deel uitmaakten van de bemanning, zal de uitlevering worden toegestaan, tenzij de betrokken persoon Nederlandsch onderdaan zij.

De plaatselijke overheden zijn gehouden gebruik te maken van alle in hunne macht zijnde middelen tot aanhouding der deserteurs. Na hunne aanhouding worden deze laatsten ter beschikking gesteld van de genoemde consulaire ambtenaren, en kunnen, op aanvrage en op kosten van degenen die hen opeischen, gevangen worden gehouden om vervolgens terug te worden gezonden aan boord der schepen tot welke zij behooren of aan boord van een ander schip van dezelfde natie. Indien echter deze deserteurs niet teruggezonden zijn binnen drie maanden van af den dag hunner aanhouding, worden zij in vrijheid gesteld en kunnen om dezelfde redenen niet weder in hechtenis worden genomen.

Intusschen wordt de uitlevering van een deserteur, die eenig strafbaar feit gepleegd mocht hebben, opgeschort totdat de betrokken koloniale of Nederlandsche rechtbank uitspraak heeft gedaan en daaraan uitvoering is gegeven.

Artikel 10.

Wanneer een onderdaan van Guatemala komt te overlijden, zonder bekende erfgenamen of uiterste wilsuitvoerders na te laten, geven de Nederlandsche overheden, krachtens de wetten der kolonie met het beheer van den boedel belast, daarvan

kennis aan de consulaire ambtenaren, ten einde de noodige inlichtingen aan de belanghebbenden te doen toekomen.

Artikel 11.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Guatemala zijn op verzoek van den gezagvoerder of van dengene die hem vervangt, uitsluitend belast met de handhaving der inwendige tucht aan boord van de koopvaardijschepen hunner natie.

Zij zijn uitsluitend bevoegd tot kennisneming van alle geschillen ontstaan op zee of in de haven tusschen den schipper, de officieren en de overige leden der bemanning met inbegrip van die, welke betrekking hebben op de regeling der gage en de uitvoering der wederzijds aangegane verbintenissen.

De rechtbanken of andere overheden der kolonie mogen zich uit geenerlei hoofde in die geschillen mengen, tenzij deze van dien aard mochten zijn dat de openbare rust en orde aan wal of in de haven daardoor mocht worden verstoord, of dat personen, niet tot de bemanning behoorende, daarin mochten betrokken zijn.

Artikel 12.

Voor zoover in Guatemala aan de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Nederland wederkeerig dezelfde gunsten worden toegestaan, zijn de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Guatemala, welke, behoudens zoover hun consulairen werkkring betreft, geen handel drijven, geen betrekking hebben en geen beroep uitoefenen, vrijgesteld van inkwartiering, personeele belasting en van alle Rijks- of gemeentelijke belasting van personeelen aard, tenzij zij Nederlandsch onderdaan zijn of reeds tijdens hunne benoeming in Nederland of zijne koloniën en bezittingen woonachtig waren. Die vrijdom kan zich nooit uitstrekken tot in- en uitgaande rechten of andere indirecte of reëele belastingen.

Artikel 13.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Guatemala zullen in de Nederlandsche koloniën genieten van alle andere voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, welke in het vervolg aan de Agenten van denzelfden rang van de meest begunstigde natie mochten worden toegekend.

Artikel 14.

Dit verdrag zal van kracht blijven gedurende een termijn van vijf jaren van af den 90sten dag na de uitwisseling der akten van bekrachtiging, welke zal plaats vinden binnen den termijn van twaalf maanden of zoo mogelijk vroeger.

Tenzij een der Hooge contracteerende Partijen aan de andere Partij ten minste één jaar vóór het verloop van gezegden termijn, haar voornemen mocht te kennen geven om de werking ervan te doen ophouden, zal het verdrag van kracht blijven gedurende één jaar te rekenen van de opzegging door een der Hooge contracteerende Partijen.

Ten blijke waarvan, de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegels voorzien.

Gedaan in dubbel te 's-Gravenhage, den 7den Maart van het jaar een duizend negenhonderd en veertien.

(*L. S.*) J. Loudon.

(*L. S.*) José M. Lardizabal.